



NPA POUR UN
**NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE**
www.npa2009.org

l'étincelle
pour la construction d'un parti des
travailleurs communiste révolutionnaire

Mercredi 4 Mars 2009

Suivons l'exemple des travailleurs de Guadeloupe

Les protestations montent de partout : succès de la grève interprofessionnelle du 29 janvier, manifestations des universités, mouvements dans les hôpitaux contre les baisses d'effectifs et les coupes budgétaires, colère dans l'automobile contre les suppressions d'emploi et le chômage partiel et surtout grève générale en Guadeloupe et en Martinique.

Le 18 février dernier, Sarkozy aurait, à la table ronde avec les syndicats, concédé quelques mesures sociales. Ce petit saupoudrage d'aides est dérisoire : il coûterait 2,6 milliards d'euros, à comparer aux 360 milliards (320 en garanties de prêts et 40 en cash) du plan de sauvetage des banques de l'automne ou aux 26 milliards du plan de relance, cadeaux directs au patronat ou commandes d'Etat pour les magnats du BTP, promulgué le 2 février.

Et encore, sur ces 2,6 milliards, une partie serait consacrée à l'indemnisation du chômage partiel. C'est une invite aux dirigeants syndicaux à venir négocier les modalités d'extension de ce chômage dont veulent les patrons, en échange d'une aumône sur le montant de son indemnisation. Le patronat a déjà obtenu que le maximum de chômage partiel autorisé passe de 600 heures par an à 800 heures, et même à 1 000 heures pour l'automobile et le textile, soit plus

de la moitié d'une année de travail !

PSA et Renault empochent 7 milliards et licencient

Pour les trusts automobiles, c'est un paquet d'aide de 7,8 milliards que leur a offert l'Etat : 3 milliards pour chacun des constructeurs Renault et PSA, 1 milliard pour leur deux filiales bancaires (qui avaient déjà reçu un premier milliard du plan de sauvetage des banques), 500 millions pour Renault Trucks et 300 millions d'aides aux sous-traitants.

En échange, Sarkozy aurait obtenu la promesse que Renault et Peugeot ne fermeraient pas d'usine en France. Rodomontade ! Doublée d'une dose de démagogie chauvine. Comme si les suppressions d'emplois en Roumanie ou Slovaquie sauveraient les nôtres ici ! Le lendemain même de l'annonce du plan automobile, PSA annonçait 11 000 suppressions d'emplois dont 4 000 ou 5 000 en France : le plan de départs dits « volontaires » prévu de 3 500 personnes serait prolongé.

Les autres sites ne seraient pas fermés. Peut-être. Pour l'instant... Mais Renault et PSA veulent, après avoir licencié par milliers les intérimaires et s'être débarrassé d'une grande partie des prestataires, pouvoir recourir autant que bon leur semble au

chômage partiel. C'est ainsi que Renault vient d'inventer une nouvelle formule, qu'il voudrait faire accepter par les syndicats : le « temps partiel compensé » pour étendre le chômage partiel aux ingénieurs et techniciens, y compris dans les centres techniques. Pour mieux partager en quelque sorte entre les travailleurs les sacrifices demandés. Et surtout faire des économies partout, sur notre dos.

Tous en grève le 19 mars !

Des sacrifices pour payer la crise engendrée par les spéculations des banquiers et des patrons, nous n'avons pas à en accepter. Surtout pas ceux qui vont encore accroître le chômage, la baisse du pouvoir d'achat et la misère.

Une grande partie de la population sait maintenant qu'il n'y a rien à attendre de Sarkozy et du MEDEF. Seule la mobilisation, comme en Guadeloupe, pourra les faire reculer et la journée d'action du 19 mars, appelée par toutes les organisations syndicales, doit être massive. Mais elle ne doit pas rester sans lendemain.

Gouvernement et patronat doivent sentir qu'ils ne s'en tireront pas à si bon compte. Cette journée d'action doit être un pas vers un mouvement d'ensemble de tous les travailleurs et vers la grève générale, seul moyen de changer réellement le rapport de force.

PSA-Renault : des politiques patronales semblables

Des revendications et des actions communes, une nécessité pour les salariés de toute l'automobile

PSA

Suppressions d'emplois : 6100, dont 4450 en France, dans le cadre du 3^{ème} PREC (Plan de Redéploiement des Emplois et des Compétences), ce qui fera, entre 2007 et 2009, 15 000 départs non renouvelés. 5146 à Faurecia filiale de PSA.

Intérimaires : - 900 (Sochaux), -1000 (Rennes), etc...

Prestataires : zéro prestation en mars sur les sites d'ingénierie.

Chômage partiel : tous les sites de production (sauf Aulnay qui fait des heures supplémentaires). Suite à la grève de Citroën Aulnay en 2005, indemnisés à 100%, récupérés à 40% jusqu'à 25 jours. Pas de recup au-delà. Accord remis en cause cette année.

Fermetures de sites : mutations de salariés de l'ingénierie mécanique de la Garenne (92) à Vélizy (78). Réduction de la taille des sites de production.

Salaires : 1% d'AGS (générale) et 0,5 % d'AI (individuelle) en 2009

Plan direction : Cap 2010

Réduction des coûts : plan « cash 2009 »

Bénéfices : 1,1 milliards d'euros en 2007. -343 millions en 2008 (dont 512 millions de frais de restructuration)

Intéressement : pas de prime en 2009. 26 euros de participation (300 en 2008)

Dividendes : 342 millions d'euros versés en 2008 ; maintenus en 2009.

RENAULT

Suppressions d'emplois : 6000 dans le cadre du PRV (Plan Renault Volontariat), dont 4900 en France.

Intérimaires : des milliers d'intérimaires mis en fin de contrat

Prestataires : 1800 prestataires exclus des sites d'ingénierie dès décembre 2008

Chômage partiel : Sandouville, Cléon, Le Mans, Flins... indemnisé à 70 %. Extension aux salariés hors production en 2009 (Temps Partiel Compensé), indemnisé à 50 % du net (ETAM, ouvriers) avec prises de RTT (cadres).

Fermetures de sites : regroupement de l'ingénierie mécanique de Rueil (92) à Guyancourt. Réduction de la taille des sites de production.

Salaires : 0 % d'AGS et 0,5 % d'AI en 2009

Plan direction : Renault Contrat 2009

Réduction des coûts : opération « free cash flow »

Bénéfices : 2,7 milliards en 2007 et 599 millions en 2008 (dont 489 millions de frais de restructuration)

Intéressement : environ 200 euros (>2000 € en 2008)

Dividendes : 1.07 milliards d'euros versés en 2008. Rien en 2009.



NOS REVENDICATIONS

- ⇒ Zéro suppression d'emploi - Interdiction des licenciements
- ⇒ Embauche des intérimaires et des prestataires
- ⇒ Indemnisation à 100 % du chômage partiel
- ⇒ 300 euros d'augmentation de salaire pour tous

Le NPA : un parti pour les luttes et la transformation révolutionnaire de la société !

Le congrès de fondation du **Nouveau Parti Anticapitaliste** vient d'avoir lieu début février 2009.

Avec plus de 9 000 adhérents, 467 comités locaux, le NPA est présent dans tous les départements. Ce ne doit être qu'un début.

Face à Sarkozy, l'ami des patrons et des milliardaires malgré sa démagogie populiste, face aux attaques sur nos emplois et notre pouvoir d'achat, face au discrédit et aux renoncements des partis de gauche réformistes, nous avons besoin d'un parti combatif et audacieux, utile aux travailleurs et à leurs luttes.



Dans un contexte de crise profonde du capitalisme, nous voulons installer une force qui propose de se battre collectivement pour une autre société, débarrassée de l'exploitation et de la dictature du profit.

L'initiative de construire un Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) a été prise par la LCR (aujourd'hui dissoute dans le NPA), et à son porte-parole Olivier Besancenot.

La Fraction l'Étincelle de Lutte Ouvrière, qui édite le bulletin l'Étincelle du Technocentre, a décidé d'y prendre part.

**Salariés du Technocentre
Renault ou prestataires,
syndiqués ou non, militants
chevronnés ou néophytes,
rejoignez-nous !**

Il vous suffit de prendre contact avec les diffuseurs de ce tract ou d'écrire à notre adresse email :

npa.technocentre@yahoo.fr